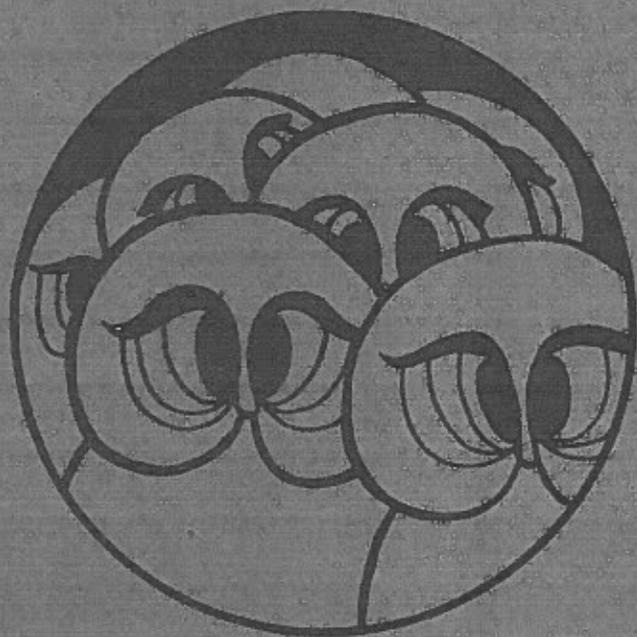


REVUE DE L'ENSEIGNEMENT
DE LA PHILOSOPHIE
AU QUEBEC



ACTES DU COLLOQUE

Vol. 1 / No 2

Janvier 1979

Jeudi, le 1er juin 1978

BILAN



**DIX ANS D'ENSEIGNEMENT COLLEGIAL
DE LA PHILOSOPHIE:
ECHEC OU REUSSITE?**



PROGRAMME DU COLLOQUE

DIX ANS D'ENSEIGNEMENT COLLEGIAL
DE LA PHILOSOPHIE... ET APRES?

BILAN ET PROSPECTIVES

Colloque organisé par
le Comité de coordination provinciale
de la philosophie

BILAN – Le jeudi, 1er juin 1978

9h20 Mot de bienvenue du coordonnateur

9h30 Table ronde

**"DIX ANS D'ENSEIGNEMENT
COLLEGIAL DE LA PHILOSOPHIE
AU QUEBEC:
ECHEC OU REUSSITE?"**

Participants:

Dominique Baby,
étudiante au Cégep F.X. Garneau,
Québec;

Jean-Marie Beauchemin,
président du Conseil supérieur de
l'éducation;

Paul Inschauspé,
directeur des services pédagogi-
ques au Cégep du Vieux-Montréal;

Roger Marcotte,
professeur de philosophie au Col-
ège Jean-de-Brébeuf;

Marcel Pepin,
ancien président de la C.S.N.,

membre du Conseil supérieur de
l'éducation;

Jean Proulx,
ancien coordonnateur provincial de
l'enseignement de la philosophie,
professeur au Cégep Ahuntsic.

14h00 Ateliers

1. **"Qui a peur de la philosophie?"**
Identifier, analyser et discuter les
différentes attaques et critiques
auxquelles est soumis l'enseigne-
ment de la philosophie dans les
collèges: statut, contenu, prati-
ques, etc...
2. **"Formules et expériences pédago-
giques"**
Analyser les formules et expé-
riences pédagogiques appliquées,
les critiquer et en dresser le bilan.
- Les formules: cours magistral,
explication de textes, séminaire,
tutorat, travail de recherche, etc.
- Les expériences: boîtes à outils,
manuel, diaporama, etc...

cité intellectuelle, c'est-à-dire de l'interprétation sérieuse, de la critique honnête et de l'engagement réfléchi en regard de l'ensemble de notre culture.

19. En somme, il ne s'agit pas d'abord de maintenir ou de transformer notre monde; il faut **commencer par l'interpréter et le juger** dans la plus grande authenticité intellectuelle possible.

20. En ce temps d'"** clipse de la raison**" (Horkheimer), la société a plus que jamais besoin de la philosophie, c'est-à-dire de cette voix de l'authenticité intellectuelle, de cette voix de la Raison qui juge les moyens et fixe les fins, qui juge les institutions et rappelle les aspirations humaines, qui juge les images de l'homme et élabore des conceptions dignes de lui, qui juge les idéaux culturels et propose une "arête", un ordre de valeurs à la mesure de l'homme.

21. **La Cité a besoin de la présence de cette philosophie** qui dévoile les conceptions de l'homme et les valeurs sous-jacentes aux modèles adoptés en regard de la ville, de la santé, du troisième âge, de l'éducation, de la croissance économique, du progrès, etc. Elle a besoin de cette Raison qui réinterprète sous le mode du concept les symboles, les mythes et les valeurs dont elle vit et qui

s'institue en tribunal, afin que nul ne soit asservi aux faits établis et que tous puissent accéder à un mode humain d'existence.

22. En somme, en s'orientant vers une **interprétation et une critique de notre culture occidentale**, les programmes cadres de l'enseignement collégial de la philosophie peuvent rendre à la Cité démocratique comme à chacun de ses membres ce service de l'authenticité intellectuelle et du pouvoir intellectuel.

23. Que, par delà les tentatives des amuseurs publics, des doctrinaires et des technocrates de l'esprit positif, on conserve, comme visée et "concept régulateur" de l'enseignement collégial de la philosophie, **l'autonomie intellectuelle**.

24. Tout ce que je viens de dire est discutable, bien sûr, car je l'ai dit à partir de mes fidélités humanistes et à partir d'un lieu idéologique réformiste. Pour éviter les chemins de l'asservissement aux faits établis et ceux du terrorisme idéologique, il me semble que la voie d'un humanisme réformiste et tolérant constitue l'une des alternatives valables pour l'enseignement de la philosophie. En tout cas, ce peut être un bon garant de l'autonomie et du pouvoir intellectuel de chacun.

3.

La situation de crise de l'enseignement de la philosophie au cégep

Paul Inchauspé,
Directeur des services pédagogiques,
Cégep du Vieux-Montréal.

Je voudrais tout d'abord préciser la perspective dans laquelle je me suis placé pour préparer cette intervention.

Il s'agit de l'interprétation que je fais de la perception d'administrateurs de cégep relativement à 10 ans d'enseignement de philo-

sophie. Cette interprétation n'engage évidemment que moi. Cela pour le fond.

Pour la forme ensuite, j'ai interprété la règle du jeu du panel comme demandant une intervention abrupte n'arrondissant pas trop les angles.

Ce dont il est question dans ce colloque, ce n'est pas de l'activité philosophique, de son rôle, de son importance, de la place qu'elle a prise dans le Québec. Ce dont il est question, c'est d'une institution qui se nomme, l'enseignement de la philosophie. L'activité philosophique qui se déroule dans ce cadre n'est pas une activité pratiquée par des individus, isolés ou regroupés en association comme la balle-molle ou le jeu de go, c'est une institution voulue, organisée et contrôlée par le pouvoir politique. C'est parce que l'État a fait ce choix culturel, que le ministre de l'Éducation consacre des millions pour financer une activité académique pour laquelle même certains intellectuels ne cachent pas leur mépris. Dans ces circonstances, il est évident que le statut politico-administratif de l'enseignement de la philosophie ne peut pas ne pas peser sur cet enseignement. C'est le premier fait que je voulais rappeler.

Un autre fait. Depuis 10 ans l'enseignement de la philosophie dans les cégeps est une institution dont on ne trouve pas de correspondant dans les pays occidentaux, sinon en France. Tous les étudiants des cégeps, (soit près de 30 pour cent de la population scolaire de secondaire) qu'ils aillent ensuite directement à l'université ou sur le marché du travail, quels que soient les programmes auxquels ils sont inscrits, sont en "service commandé" et fournissent un public à l'enseignement de la philosophie, à raison de trois heures par an pendant deux ans. Dans la plupart des pays, l'enseignement de la philosophie malgré la vocation (ou la prétention) de cette discipline à la généralité, apparaît comme une spécialisation postérieurement au niveau d'études, que nous appelons ici, collégial. En Allemagne, aux États-Unis, on décide d'être philosophe, au Québec, l'étudiant qui entre dans la

machine cégep le sera, nécessairement, peu ou beaucoup.

Or ceci qui a été un choix culturel fait par l'état lors de la fondation des cégeps est un choix que bien du monde n'a jamais accepté. Et depuis 10 ans on assiste à la remise en question du statut obligatoire de la philo. Les professeurs des autres disciplines, les administrateurs, les "décideurs" de la DGEC, participent sinon à la liquidation de l'enseignement de la philosophie au cégep, du moins à la limitation de la place qui lui est consacrée (cf. Rapport Roquet, GTX, Positions de la Commission des D.S.P.). J'ai parfois l'impression que l'affaire est déjà jugée et comme allant de soi et que si on la règle lentement, c'est pour ménager les corporations remuantes.

Un troisième fait. La liquidation de l'enseignement de la philosophie au cégep adopte certes parfois les thèmes réactionnaires connus (le détour philosophique est mauvais car il pose des questions alors que les réponses sont déjà là, il est inutile et doit s'effacer devant des disciplines plus directement "rentables", il est un lieu de perte où se forment des contestataires chez les enseignants et les enseignés), mais, je suis frappé du fait que ce discours n'est ni général ni généralisé. Comme s'il allait de soi, aux yeux de beaucoup que l'enseignement de la philosophie au cégep est déjà mort et que tout compte fait, le meurtre ou la mort, ont moins d'importance que la cérémonie funéraire qui sans doute est toujours longue, mais finira par finir.

Par contre, dès que les thèmes réactionnaires classiques de la liquidation de la philosophie montrent le bout de l'oreille (voir les réactions à l'intervention du Conseil supérieur de l'éducation), on sent dans le groupe des professeurs de philosophie, l'effervescence et l'alacrité des matins de combat. Sans doute parce qu'on se sent sur un terrain où les mêmes attaques sont revenues périodiquement, depuis plus de 2000 ans. Mais je me demande si cela ne viendrait pas aussi parce qu'on voudrait bien que la liquidation de l'enseignement de la philosophie dans les

cégeps soit le fruit des attaques des Autres (le Conseil du patronat, la Commission des D.S.P., la DGEC, le Conseil supérieur de l'éducation . . .) et qu'ainsi on oublie pour un instant ce qui pour moi est l'essentiel: la situation de crise de l'enseignement de la philosophie au cégep et ce depuis 10 ans.

En tout cas, quant à moi, il me semble que la position des administrateurs (et plus particulièrement des administrateurs pédagogiques) en ce qui concerne l'enseignement de la philosophie (exclusion ou réduction) s'alimente moins de thèmes réactionnaires que d'un constat de crise. Ce sont trois aspects de cette crise que je voudrais esquisser devant vous.

1. Crise autour du rapport pédagogique à l'étudiant

Je pense qu'il faut le dire, les professeurs de philosophie ont été les premiers, dès la constitution des cégeps, à se préoccuper d'innovation pédagogique. Ils ont été souvent les artisans inventifs d'une pédagogie qui réponde aux besoins de nouvelles générations d'étudiants. Ils ont découvert que les étudiants avaient une parole et qu'ils n'ont pas attendu les discours des professeurs pour réfléchir. Ils ont aussi découvert que les cégepiens avaient le souci du concret et une certaine méfiance envers le discours et l'abstrait.

Mais tout ce grand mouvement n'est pas allé, comme c'est souvent le cas, chez les professeurs de philosophie sans questions et action radicales, ébranlant parfois l'institution scolaire, dans ce champ qu'est le rapport professeur-étudiant et leur rapport réciproque au savoir et à la culture.

Et on a vu fleurir une pédagogie spontanéiste accordant à l'individu le pouvoir de trouver en lui-même le principe de son épanouissement. On a vu, et on voit encore, des professeurs qui tout en restant dans le métier fuient le métier. On connaît le cycle. Qui dit "Je" quand je parle? La raison? Ce pantin désarticulé? Et qui me donne le droit de parler? Qu'est cette culture d'où et dont je parle? Je ne sais plus qui enseigne.

Je leur laisse la parole. Je leur laisse faire ce qu'ils veulent . . .

Sans doute cette situation de crise autour du rapport pédagogique n'est pas le propre de l'enseignement de la philosophie. On pourrait citer d'autres disciplines. Mais n'est-ce pas en philosophie qu'elle a été vécue de façon la plus aiguë? N'a-t-elle pas atteint, ici ou là, des proportions assez grandes, pour que des mécanismes d'auto-contrôle se mettent en place dans certains départements.

2. Crise autour de l'objet de l'enseignement de la philosophie

Quel doit être le programme de philosophie? Peut-on dans le cadre d'un même programme arriver à un minimum de consensus auprès des professeurs par souci de cohérence? Vous savez la source d'énergie, de temps, d'argumentation, de remise en question, de justification, d'analyse, d'invectives qui sont dépensés, depuis 9 ans, au comité de coordination des programmes et dans les départements autour de ces questions. Et chaque changement suscite chaque fois des guerres entre les anciens et les modernes, la gauche et la droite, des renversements d'alliance, des changements de camp. Ce bouillonnement continu, cette recherche obstinée du consensus sont-ils sains? Et au bout du compte le profane n'y comprend rien, car les plans de cours révèlent que rien n'est plus malléable que l'objet de l'enseignement de la philosophie et que c'est une matière qui peut servir de fourre-tout. C'est l'auberge espagnole où l'on mange ce que l'on apporte. Ceci est connu. Je voudrais plutôt signaler deux autres symptômes de cette crise portant sur l'objet de l'enseignement de la philosophie:

— une crise rentrée tout d'abord, car elle est rarement étalée comme si on en avait honte. c'est celle du rapport de l'objet de l'enseignement de la philosophie et de celui des sciences humaines. C'est un contentieux dont le règlement n'a pas progressé depuis 10 ans. On ne sait trop que faire de ces disciplines qui s'appellent la psychologie, la sociologie, la politique, l'ethnologie, la linguistique. On sent bien d'une part qu'on

ne peut les éliminer, car elles constituent une des matières importantes de la culture diffusée par les mass média et que par ailleurs la réflexion sur l'homme et la société, l'homme et le langage sont des thèmes philosophiques privilégiés d'une initiation à la philosophie pour des jeunes de 17 ans. Mais d'autre part, on voit clairement que cette alliance est dangereuse, qu'à lui céder trop on fait un aveu évident de son inutilité. Alors on campe, mais avec un peu de honte, sur le terrain des sciences humaines. Cette cohabitation ferait moins problème si, comme dans certains pays, la philosophie et les sciences humaines étaient enseignées conjointement par le même professeur. Ce qui n'est pas le cas ici, puisqu'il existe au cégep des professeurs de chacune des disciplines des sciences humaines qui se demandent et qui demandent pourquoi, ils n'occuperaient pas (ou ne partageraient pas) le terrain occupé par l'enseignement de la philosophie puisque ce sont des sujets portant sur l'objet de leurs disciplines qui y sont traités;

— à cette crise rentrée, il faut ajouter une crise aiguë qui agite périodiquement la philosophie et qui est la question sur ce qu'est son objet. L'époque contemporaine vit particulièrement cette crise. S'agit-il de la mort de la pensée spéculative? Quoi qu'il en soit cette crise transparaît dans l'enseignement même de la philosophie en ce sens que pour certains l'objet de cette crise devient l'objet même de leur cours et que les étudiants ne comprennent rien dans ce questionnement au second degré, si loin du questionnement qui les amène à philosopher.

3. Crise autour de la fonction sociale de l'enseignement de la philosophie

Cette crise n'est pas nouvelle, mais elle semble entrer dans une phase aiguë. Et elle ébranlera peut-être plus profondément encore l'institution de l'enseignement de la philosophie, car elle suscite des réactions radicales et utilise la technique de la terre brûlée.

Des invités à ce panel en parleront mieux que moi, mais je voudrais dire en quelques mots comment je la vois.

Une chose est certaine. Au delà des objectifs de formation visés et réalisés par l'enseignement de la philosophie, cette institution a une fonction socio-politique. On peut dire pour aller vite (et tant pis si aux yeux de quelques-uns d'entre vous, je mets les choses au pire) qu'elle a pour but de maintenir l'ordre social existant même si (ou parce que) on forme le jugement, on développe l'esprit critique et on pousse à des actions réformistes. Certains sont allés jusqu'à dire que l'académisme philosophique dans nos institutions d'enseignement est de fait le substitut laïque de la religion.

Une autre chose est certaine aussi c'est que les professeurs qui enseignent à l'intérieur de cette institution sont de fait des fonctionnaires payés par l'état (philosophe-fonctionnaire cela sonne mal, mais c'est ainsi), ayant en leurs mains des instruments de persuasion très puissants.

C'est cette situation de fait, le statut politico-administratif de cet enseignement qui établit une sorte de code non écrit régissant l'exercice de cette profession, code portant sur les sujets traités et surtout sur la manière de les traiter. Et c'est ainsi, par exemple, que si la neutralité est illusoire on n'imposera cependant pas son point de vue.

Or cette espèce de code est transgressé par ce que j'appellerai les militants. Cette crise autour de la fonction socio-politique de l'enseignement de la philosophie n'est pas pour moi dans la place que prend le marxisme dans l'enseignement de la philosophie, elle est dans la destruction des règles du jeu du fonctionnement de l'enseignement obligatoire de la philosophie dans un système appelé (ou dit) démocratie libérale.

Car en fait de quoi s'agit-il dans certains cas?

Il s'agit pour quelques-uns (mais sont-ils nombreux?) de constituer une base rouge à l'intérieur de l'enseignement de la philosophie. Pas tant d'ailleurs pour se servir de cette base pour fin de propagande,

mais plus radicalement parce que la lutte des classes impose qu'un secteur privilégié, l'enseignement, et sa "pointe" l'enseignement de la philosophie, soient objet de subversion et de lutte. Et ce faisant, ils scient la branche sur laquelle ils reposent.

Il s'agit aussi, ici ou là, de la réapparition dans l'exercice de la fonction enseignante de l'abus de pouvoir, de l'intolérance, du totalitarisme. Le totalitarisme des partis, des états, des administrations, des pouvoirs et de leur police, on voit assez bien. Mais celui qui vient d'en bas, d'un profond en nous-même ! . . . Et cela n'a rien à voir avec l'enseignement du marxisme. Car même si le marxisme nous conduisait naturellement à l'intolérance, je pose la question qu'est-ce donc qui nous conduisait au marxisme ?

Comment conclure ?

Ce bilan est partiel. Peut-être trop sombre et on pourra dire "qui veut noyer son chien l'accuse de la rage". Mais j'ai essayé de traduire de façon abrupte la perception, que

d'après moi, les administrateurs se font, non de la nécessité de la philosophie au collégial, mais du fonctionnement de cette institution qui s'appelle l'enseignement de la philosophie. Cependant, j'avoue que souvent, trop souvent à mon gré, le passage d'un objet à l'autre, se fait vite: du fait que l'institution est perçue en crise, on infère rapidement qu'elle n'est pas nécessaire.

Sans doute, parce que pour un administrateur, la crise est un "trouble", un problème de plus. Mais aussi parce que travaillant au niveau des institutions, des structures et des organismes, l'administrateur développe une perception physiologique de la crise. Une institution en crise continue se détruit: les convulsions précèdent ou suivent la mort. Mais le philosophe, lui sait, qu'il y a aussi des crises de salut. C'est MERLEAU-PONTY qui écrivait: "Les discussions de notre temps ne sont si convulsives que parce qu'il résiste à une vérité toute proche". (Signes, p. 308). Peut-être ! . . .

4.

Les étudiants et l'enseignement de la philosophie au cégep

Dominique Baby,

étudiante au Cégep François-Xavier Garneau, Québec.

Il faut des "sorcières" pour chaque époque. Il y a 15 ans, les Beatles et leurs cheveux longs ont fait parler d'eux, il y a dix ans ce fut les hippies et leur style de vie libertaire. Depuis un an, on s'est mis à critiquer l'en-

seignement de la philosophie au niveau collégial. Si on remarque bien, les trois phénomènes dont j'ai fait mention ci-haut, ont un point en commun celui d'apporter du nouveau dans la société et de déranger sous